

**AURAY**

2, rue de Suède  
56400 AURAY

Tél : +33787330263

Mél : damien.dorange@bureauveritas.com

N° affaire : 23818506\_1-9EJVJT3

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

**Opération : 56 / MOREAC / Travaux de rénovation  
énergétique au CEI de Locminé**

ZA de Ker Anna  
56500 MOREAC

**Destinataire :**

DIRO/SGMAAPS/PFIC

Mathieu MENEBOO

10, rue Maurice Fabre


CS 63108

**Plan Général de Coordination**

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 3**



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
13/03/2025	Rev0	Rédaction du PGC et annexes	Damien DORANGE
22/05/2025	Rev1	Modifications selon demandes MOA du 21/05/2025	Damien DORANGE
12/06/2025	Rev2	Modifications selon demandes MOA du 11/06/2025	Damien DORANGE 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	6
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>6</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>7</b>
<b>2.1. Inspections Communes .....</b>	<b>7</b>
<b>2.2. PPSPS .....</b>	<b>7</b>
2.2.1. Pénalités .....	7
<b>2.3. Sous-traitance .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Déclaration des sous-traitants .....	8
2.3.2. Transmission du PGC .....	8
2.3.3. Obligation du sous-traitant .....	8
<b>2.4. Intérimaires .....</b>	<b>8</b>
<b>2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>8</b>
<b>2.6. Travailleurs indépendants art L4535-1 .....</b>	<b>9</b>
<b>2.7. Protections individuelles .....</b>	<b>9</b>
<b>2.8. Modalité d'accueil des salariés .....</b>	<b>9</b>
<b>2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>10</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>11</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>11</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>11</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	11
3.2.2. Accès .....	12
3.2.3. Circulations .....	12
3.2.4. Signalisation .....	12
3.2.5. Stationnements .....	12
3.2.6. Stockage .....	12
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	12
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	13
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>14</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	14
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>14</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>16</b>
<b>4.1. Définition des risques particuliers .....</b>	<b>16</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>18</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>22</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	22
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	22
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	23
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	23
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>23</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	23
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	23
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>23</b>
4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	23

4.5.2. Travaux superposés .....	23
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	24
4.5.4. Protection contre le bruit .....	24
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	24
4.5.6. Travaux en hauteur .....	24
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	25
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	25
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>25</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	25
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	25
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	25
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	26
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>26</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>27</b>
5.1. Stockages sur le chantier .....	27
5.2. Nettoyage .....	27
5.3. Enlèvement des déchets .....	27
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	27
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	28
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	28
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>29</b>
6.1. Déclarations particulières .....	29
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....	29
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....	29
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....	30
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....	30
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....	30
6.7. Cas particulier .....	30
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>31</b>
7.1. Téléphone de secours .....	31
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....	31
7.3. Travail isolé .....	31
7.4. Procédure d'organisation des secours .....	31
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....	31
7.6. Point de rencontre secours .....	31
7.7. Modèle de fiche de secours .....	32
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>33</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Du CCTP des lots :
  - Gros œuvre
  - Menuiseries extérieures
  - Cloison / isolation / menuiserie intérieures / Peinture
  - Plomberie / chauffage ventilation / électricité
- Du planning prévisionnel des travaux
- Des plans de la phase consultation
- Du diagnostic plomb n° 21213470P du 15/02/2024
- Du diagnostic amiante 21213457/S1.2.2.rev1.R du 18/01/2025

Le coordonnateur n'a pas été convié aux réunions de conception.

La visite initiale de site a été réalisée le 18/01/2025 par Jean-Yves LE DORZE.

## 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

### 1.1. Présentation du projet

#### 1.1.1. Objet de l'opération

Travaux de rénovation énergétique du CEI de Locminé pour le compte de la DIRO.

#### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : MAPA  
Mode de passation de marchés : Lots séparés  
Type de marchés : marchés publics

#### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 3 novembre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 5

Phasage des travaux: pas de phasage envisagé, l'opération prends fin à la livraison de l'ouvrage.

#### 1.1.4. Démarche environnementale

##### Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

#### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Nombre de lots estimés selon le planning prévisionnel : 4

#### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : L'effectif estimé du personnel de chantier : 10 personnes

### 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	DIRO/SGMAAPS/PFIC	10, rue Maurice Fabre CS 63108 35031 RENNES CEDEX	06 45 72 37 67 mathieu.meneboo@developpement-durable.gouv.fr	Mathieu MENEBOO
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION AURAY	2, rue de Suède 56400 AURAY	07 87 33 02 63 damien.dorange@bureauveritas.com	Damien DORANGE

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

#### **Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

#### 2.2.1. Pénalités

Se conformer aux pièces écrites du marché

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »



Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.6. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.8. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

**Présence d'amiante dans les existants**

Sans objet

**Présence de plomb dans les existants**

Sans objet

**Présence de silice dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès à l'opération se fait par la route Ker Anna (ZA de Ker Anna) sur la commune de Moreac.  
Un portail d'accès au site est en place.

Le maître d'ouvrage donne les modalités d'accès aux entreprises lors de la réunion préparatoire qui se tiendra au début de la phase de préparation du chantier.

Les règles du code de la route s'appliquent à la circulation des véhicules et piétons dans l'emprise du site.

Le projet de PIC n'est pas diffusé au CSPS à la date de rédaction du PGC.

**RAPPEL :**

Avant tout commencement des travaux, chaque entreprise doit recenser, dans l'emprise du chantier, les réseaux et canalisations situés dans les zones de travaux.  
Les travaux de dépose ne peuvent démarrer qu'une fois les installations électriques et des divers fluides neutralisés en coordination avec les services techniques du site.

Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988).

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

**Préalablement aux travaux :**

L'entreprise de GROS OEUVRE installe une base de vie conforme à la réglementation en vigueur sur le parking du centre.

Les dispositions liées aux cantonnements sont inscrites dans le PGC chapitre 3.2.8

L'entreprise de GROS OEUVRE, installe une clôture de chantier autour des cantonnements afin de rendre le chantier clos et indépendant.

Chaque entreprise entretient et maintient en bon état permanent la clôture périphérique.

Pour la durée du chantier, l'entreprise de GROS OEUVRE affiche visiblement et durablement sur la clôture, des

pannonceaux « chantier interdit au public » et « port des EPI obligatoire ».

### 3.2.2. Accès

Le maître d'ouvrage donne les modalités d'accès aux entreprises dans un livret d'accueil ou dans une notice d'information préalable au chantier.

A date de rédaction du PGC, les informations relatives aux conditions d'accès sont inconnues.

L'accès au chantier se fait de plain pied, depuis le parking par l'entrée ou les entrées définies au PIC.

### 3.2.3. Circulations

L'ensemble des circulations horizontales sont maintenues propres, dégagées et libre d'obstacle.

Dans l'enceinte de l'établissement, il convient de baliser les circulations horizontales afin de ne pas créer d'interaction entre les salariés du site et les intervenants travaux.

A cet effet, l'entreprise de GROS OEUVRE :

- Affiche par des pannonceaux, ou affichage A4, les directions dans le centre pour se rendre sur les zones de travaux.
- Affiche par des pictogrammes, les zones de chantier interdit au public, l'obligation de port des EPI.
- Maintient les dispositions en place jusqu'à son départ.

Le maître d'oeuvre désigne 15 jours avant le départ de l'entreprise de GROS OEUVRE, l'entreprise à qui revient la responsabilité du maintien des dispositions affichées.

### 3.2.4. Signalisation

- Les panneaux d'interdiction de pénétrer dans les zones du chantier sont à la charge de l'entreprise de GROS OEUVRE
- Toute signalisation réglementaire et relative à la sécurité est à la charge de l'entreprise de GROS OEUVRE
- Le maintien en bon état des affichages est à la charge de l'entreprise de GROS OEUVRE jusqu'à son départ du chantier.
- Le maître d'oeuvre, désigne 15 jours avant le départ de l'entreprise de GROS OEUVRE, l'entreprise en charge de maintenir les dispositions existantes.

### 3.2.5. Stationnements

Les entreprises doivent stationner aux emplacements réservés à cet effet.

Le stationnement se fait **TOUJOURS en marche arrière, véhicules stationnés dans le sens du départ.**

Dans le cas de livraisons "au cul du camion" les véhicules stationnent avec les feux de détresse durant la livraison puis, stationnent en marche arrière sur les places prévues à cet effet.

A date de rédaction du PGC, le projet de PIC n'est pas rédigé.

Il conviendra de se référer au PIC une fois défini pour les emplacements dédiés au chantier.

### 3.2.6. Stockage

Les entreprises en phase de préparation de chantier doivent fournir au maître d'oeuvre les besoins en espace de stockage.

Le maître d'oeuvre synthétise les besoins et mets à jour ou fait mettre à jour le PIC au regard des besoins.

Les stockages sont localisés dans l'emprise de l'opération, ils sont protégés par une palissade de chantier.

Aucun stockage n'est autorisé dans les circulations horizontales du site, couloir, escaliers, paliers, etc..

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

**Installation électrique générale de chantier :**

Depuis les points de branchement mis à disposition par le centre, l'entreprise détentrice du lot GROS OEUVRE prends à sa charge :

- La consignation nécessaire afin d'isoler les zones de travaux du centre. Les dispositions relatives à l'intervention de consignation sont fournies par le maitre d'oeuvre et le maitre d'ouvrage lors de la réunion de préparation de chantier.
- la distribution nécessaire à ses installations
- La fourniture, l'entretien et l'alimentation des tableaux de distribution en nombre suffisant. A titre indicatif, la longueur des rallonges électriques sera limitée à 25 m et il sera implanté éventuellement un coffret spécifique pour l'utilisation de poste à souder selon le besoin en puissance demandé par l'entreprise demandeuse.

Les coffrets de chantier sont montés sur pieds, ou fixés et ils sont à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) type: "coup de poing".

Ces installations doivent être contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien.

Obligation d'utiliser sur le chantier des rallonges électriques en état du type H07RN-F.

**Éclairage des postes de travail et circulations :**

Circulations horizontales à charge du lot ELECTRICITE

Postes de travail spécifiques à charge de chaque entreprise

**Alimentation en eau potable :**

Un point d'eau potable de chantier est également installé par l'entreprise détentrice du lot PLOMBERIE pour les besoins du chantier.

Ce point d'eau muni d'une vanne 1/4 de tour dit "robinet de puisage".

Un receveur à vider est installé au droit du robinet empêchant la propagation de flaques d'eau sur chantier.

**3.2.8. Cantonnements et entretien****Sanitaires de chantier :**

L'installation de sanitaires conformes à la réglementation et raccordés aux eaux usées est à la charge du lot GROS OEUVRE.

L'entretien quotidien et le réassort en consommables est au lot GROS OEUVRE.

Les sanitaires sont repérés par affichage format A4 sur les portes, ils sont réservés aux personnels du chantier.

Les sanitaires dédiés sont repérés sur le PIC.

**Vestiaires :**

Le lot GROS OEUVRE installe un bungalow à destination de vestiaire.

Les vestiaires sont en nombre suffisants au regard du code du travail.

Le local dédié et réservé aux travaux est repéré par affichage format A4 sur la porte.

Il est également porté sur le PIC

**Refectoire :**

Le lot GROS OEUVRE installe sur le parking, un local refectoire équipé de table, chaises en nombre suffisant.

Un appareil de réchauffage des plats (micro ondes)

Un réfrigérateur à capacité suffisant pour l'ensemble des travailleurs.

**L'ensemble des cantonnements s'ils sont extérieurs, sont raccordés en électricité, AEP, EU par le lot GROS OEUVRE.**

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE.

Il sera assuré un nettoyage :

- quotidien du chantier par les entreprises concernées.
- périodique sur le chantier de manière à assurer la sécurité et la protection de la santé des travailleurs (à la charge de chaque entreprise).
- A la demande du maître d'oeuvre ou du maître d'ouvrage si des espaces communs devaient être salis.

Toute défaillance dans le maintien de propreté du chantier sera gérée par le maître d'oeuvre qui désigne une entreprise externe à la charge financière des entreprises sur chantier au moment du constat de défaillance.

La gestion de désordre peut également mener à des retenues financières nécessaires au traitement et à la gestion du besoin par le maître d'oeuvre.

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Pas de projet de PIC à date de rédaction du PGC.

#### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Entreprise GROS OEUVRE selon les consignes MOE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières et portail d'accès au site
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion si l'opération est concernée par ce dispositif.
- des accès provisoires au bâtiment
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Entreprise GROS OEUVRE selon les consignes MOE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Accès	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
Circulations	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
Signalisation	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
Stationnement	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
Stockage	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
Réseaux provisoires de chantier	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
Coffret électrique général	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Toute la durée du chantier
Cantonnement	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
Infirmierie de chantier	Sans objet	Sans objet	Toute la durée du chantier
Nettoyage hors cantonnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Toute la durée du chantier
PIC	Entreprise GROS OEUVRE selon les consignes MOE	Entreprise GROS OEUVRE selon les consignes MOE	Toute la durée du chantier
Protections collectives	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
Accès hauteur communs	sans objet	sans objet	Toute la durée du chantier
Déchets - Gravats	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée du chantier
			Toute la durée du chantier
			Toute la durée du chantier

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des risques particuliers

**Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :**

<b>1</b>	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement	×
<b>2</b>	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i	×
<b>3</b>	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur	
<b>4</b>	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé	
<b>5</b>	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées	×
<b>6</b>	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade	
<b>7</b>	travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
<b>8</b>	Travaux en plongée appareillée	
<b>9</b>	Travaux en milieu hyperbare	
<b>10</b>	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
<b>11</b>	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
<b>12</b>	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
<b>13</b>	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour	



Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
toute la durée de l'o	TOUTES LES ENTREPRISES	Bruit, vibrations Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Eclairage Engins et matériels Inhalation poussières Rupture, effondrement Travail en hauteur Travail isolé Travaux à point chaud Voisinage	

## 4.2. Analyse de risques

### TOUTES LES ENTREPRISES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bruit, vibrations	<p>Aucun travaux bruyants autorisés de jour.</p> <p>Utilisation de matériel révisé, en bon état d'entretien et de fonctionnement.</p> <p>Balisage de zone, affichage réglementaire des pictogrammes relatifs aux travaux bruyants</p> <p>Le port des EPI, bien que relevant de la responsabilité de l'employeur et de l'utilisateur reste une précaution indispensable contre les nuisances contre le bruit et les vibrations.</p>	<p>Respect de la zone de travail de l'entreprise en œuvre.</p> <p>le port des EPI, bien que relevant de la responsabilité de l'employeur et de l'utilisateur reste une précaution indispensable contre les nuisances contre le bruit et les vibrations.</p>
Chute d'objets, éclats	<p>Protection mécanique de la zone de travail pour empêcher les projections depuis le point de travail.</p> <p>Balisage de zone.</p> <p>En cas de chute de gravois, nettoyage immédiat de la zone et évacuation des déchets.</p>	<p>Respect de la zone balisée</p>
Contact électrique direct ou indirect	<p>Intervention uniquement par du personnel habilité et formé à ce risque.</p> <p>Conformité de l'installation électrique avec différentiel adapté selon les règles et normes en vigueur.</p> <p>Respect de la procédure de consignation.</p> <p>Balisage des zones et affichage du risque. Veillez à la fermeture des armoires et coffrets électriques.</p> <p>Utilisation de rallonges H07RNF d'une longueur maximale de 25 mètres .</p> <p>Travaux dans locaux confinés ou humides ou conducteurs: utiliser du matériel sur batterie ou alimenté en 24 V(TBTS).</p>	<p>Respect des balisages.</p> <p>Interdire toute intervention d'une personne non habilitée.</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Balisage des zones de circulation.</p> <p>Nettoyage immédiat des encombrants au sol.</p> <p>Respect du PGC concernant les mesures de protection collectives des circulations horizontales.</p> <p>Respecter le cadencement des livraisons et les zones de stockage définies par la maîtrise d'œuvre.</p>	<p>Respect des balisages</p> <p>Nettoyage immédiat des encombrants au sol.</p>
Eclairage	S'assurer avant tout début d'opérations que	Lot en charge de l'éclairage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>l'éclairage suffisant soit en tout point sur la ou les zones de travail.</p> <p>Avant le cloisonnement, s'assurer que l'éclairage de chantier permette l'éclairage de toutes les zones de chantier.</p>	<p>du chantier : adapter l'éclairage provisoire aux dispositions volumétriques du site selon son évolution et ce, jusqu'à mise en service des dispositifs définitifs du site.</p> <p>Autres lots : signaler un manque ou une défaillance du système sans délai à la maîtrise d'oeuvre.</p>
Engins et matériels	<p>Levage : Neutralisation de la zone à l'aplomb.</p> <p>Guidage des manœuvres avec homme au sol qui doit être désigné par l'opérateur.</p> <p>Engin de levage vérifié, homologué et adapté à la charge.</p> <p>Réaliser une étude d'adéquation de l'engin utilisé.</p> <p>Réaliser les DICT.</p>	<p>Pas de travail sous les zones de levages et de montage</p>
Inhalation poussières	<p>Rabattage des poussières obligatoire.</p> <p>Aspiration à la source si l'équipement est équipé du dispositif dans sa configuration d'origine.</p> <p>Brumisation avant toute opération de balayage des poussières.</p> <p>Aucun travaux de découpe autorisé en extérieur dans les horaires d'ouverture du site.</p> <p>Ventilation naturelle dans le cas ou celle-ci n'aggrave pas la propagation de poussières</p>	<p>Pas de travaux d'émission de poussière juxtaposé avec une autre tâche en cours.</p> <p>Ne pas rester sur une zone de travaux à émission de poussières.</p> <p>Fermer les baies intérieures pour limiter la propagation des poussières entre volumes.</p>
Rupture, effondrement	<p>Démolition / Dépose :</p> <p>Travaux sans coactivité</p> <p>Travaux en dehors de la présence du public et du personnel et des entreprises.</p> <p>Installation de protections rigides toute hauteur par le lot concerné.</p> <p>Neutralisation totale de la zone de travaux.</p> <p>Neutralisation et consignation, de tous les réseaux avant travaux.</p> <p>Mode opératoire à remettre avant intervention, avec validation de la maîtrise d'oeuvre.</p> <p>Avant toute intervention sur l'existant, veillez à s'assurer de la stabilité de l'ouvrage existant et environnant : validation des travaux par la maîtrise d'oeuvre.</p> <p>Étaisements à prévoir le cas échéant, et</p>	<p>Respect des balisages.</p> <p>Interdire toute superposition de tâches.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	protections à mettre en place, validés par la maîtrise d'oeuvre.	
Travail en hauteur	<p>Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004.</p> <p>L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant doit être privilégiée.</p> <p>Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995.</p> <p>L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès pour des hauteurs inférieurs à 3 mètres.</p> <p>Rappel : Article R4323-63 du code du travail relatif à l'interdiction d'utilisation ndes escabeaux :</p> <p>Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.</p> <p>Travaux en toitures : s'assurer de la présence d'un accès sécurisé et des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel.</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb des travaux en cours.</p> <p>Respect des balisages et signalétiques mis en place.</p> <p>Port des EPI adaptés aux travaux.</p> <p>Le port des EPI, bien que relevant de la responsabilité de l'employeur et de l'utilisateur reste une précaution indispensable contre les chutes de hauteur</p>	<p>Respect des balisages.</p> <p>Interdire toute superposition de tâches.</p>
Travail isolé	Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travaux à point chaud	<p>Bien qu'il n,e fasse pas parti de la mission SPS, L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage, etc...) reste obligatoire (c.f PGC)</p> <p>Les entreprises doivent s'y conformer et effectuer les démarches auprès du PC Sécurité du centre.</p> <p>1/ Extincteur homologué et vérifié par poste de travail.            2/ Personne formée au maniement des extincteurs.            3/ S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité.            4/ Mise en place d'écrans de protection sur chaque aire de travail.            5/ Inspection des lieux après travaux.</p>	<p>Respect du balisage mis en œuvre.</p> <p>Déclarer l'emploi tout produit et procédé inflammable, afin d'assurer d'assurer la coordination et la compatibilité des tâches.</p>
Voisinage	<p>Accès : L'autorisation et les modalités d'accès au chantier sont à demander au service sécurité et technique du centre commercial et au gestionnaire de la galerie marchande.</p> <p>L'accès au chantier se fait par la porte d'accès en façade extérieure uniquement. La porte d'accès dans la palissade ne doit servir que pour l'accès aux sanitaires du chantier.</p> <p>Les approvisionnements et évacuations doivent être programmés et organisés avec le centre commercial.            Il convient de définir, avec le Centre Commercial, les modalités et créneaux horaires particuliers (en dehors des heures d'ouverture au public) pour les approvisionnements et l'évacuation des déchets notamment (se référer au PGC sur ce sujet).            Toutes les précautions seront prises lors des approvisionnements et des évacuations de déchets : guidage des manœuvres, agent de surveillance.            En outre, les sociétés doivent obtenir les autorisations municipales pour les emprises sur le domaine public (trottoir...) : bennes à déchets, échafaudages de façade, pose des enseignes... Les zones d'intervention devront être protégées vis à vis du public, par l'intermédiaire de clôtures, palissades, barrières...Les piétons doivent être déviés par une signalétique claire.</p>	<p>Respect des balisages et des consignes du PGC</p>

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de GROS OEUVRE soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de GROS OEUVRE jusqu'à son départ du chantier. Le maître d'oeuvre désigne 15 jours avant, l'entreprise qui reprends la responsabilité de la maintenance des protections collectives.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise L'entreprise GROS OEUVRE est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise L'entreprise GROS OEUVRE qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### 4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### 4.4. Equipement de levage

Sans objet

#### 4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

#### 4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### 4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

#### 4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### 4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la

maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier est interdit.

Les zones d'entreposage des produits dangereux se font dans les installations de chantier extérieures.

Les installations provisoires respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

La délivrance de permis feu ne fait pas partie de la mission CSPS.

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.



Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Sans objet

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Les conducteurs d'engins ont sur chantier les autorisations de conduite et CACES.

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Sans Objet.

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Sans Objet.

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

#### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Chaque entreprise doit organiser le tri, le stockage, l'évacuation et l'élimination des déchets afin de garantir la propreté du chantier et un maximum de valorisation des déchets.

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun et de les trier dans les différents containers prévus à cet effet.

Chaque entreprise doit désigner un Responsable Environnement Entreprise (REE). Il veille au bon tri des déchets et au respect environnemental de son corps d'état.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
  - Application de la loi anti-endommagement
  - D.I.C.T -
  - Demandes d'arrêtés -
  - Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.  
Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les entreprises tiennent compte dans l'ensemble des modes opératoires des travaux (installations de chantier, approvisionnements des matériaux et matériels nécessaires au chantier) des contraintes engendrées par la localisation du chantier.

L'ensemble du personnel ne doit à aucun moment, être perturbé dans leurs habitudes, gêné dans leurs occupations ou exposé au moindres risques.

Un soin particulier est porté à la mise en place dans l'affichage, le balisage et la séparation des zones de travaux.

Les travaux engendrant des nuisances sonores (percements..) sont à limiter.

Les travaux engendrant des propagations de poussières sont à limiter.

L'aspiration des poussières à la source est privilégié.

Le balayage se fait avec brumisation préalable pour éviter le soulèvement et la propagation des poussières.

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Pas de projet connu à date de rédaction du PGC

Le maître d'ouvrage se tient informé de la naissance d'un projet de travaux à proximité et informe le CSPS de

ce projet.

Au besoin, il organise la mise en relation des CSPS des deux opérations pour organiser les éventuelles mesures conjointes.

#### **6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure**

Dans le cas où une entreprise intervienne pour le compte du maître d'ouvrage sans relation avec les travaux, le plan de prévention de l'établissement est à appliquer.

Une concertation avec le CSPS est à prévoir 15 jours minimum avant l'intervention de la dite entreprise.

#### **6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu**

La gestion des permis feu ne fait pas parti de la mission CSPS.

##### **Pour simple rappel :**

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage
- les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.
- De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.
- Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se rapprocher du maître d'ouvrage pour connaître les dispositions à prendre relatives aux permis feu.

#### **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Aucune exploitation des zones de l'opération n'est autorisée avant réception.

#### **6.7. Cas particulier**

(Sans objet)

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

En cas d'accident, contacter le 112 ou le 15

Gardez votre calme, expliquez la situation, répondez aux questions et ne raccrochez jamais le premier.

Indiquez l'adresse de l'opération :

Route de Ker Anna, centre CEI de Locminé

Désigner un salarié avec vêtement de haute visibilité qui accueille les secours au droit du portail.

La langue d'usage sur chantier est le Français.

Toutes les consignes de sécurité doivent être traduites par un traducteur pour chaque entreprise.

L'entreprise s'assure que les consignes sont comprises et appliquées.

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

A définir par le maître d'œuvre et à indiquer sur le PIC.

LE LOT GROS OEUVRE positionne l'affichage au point de rencontre secours.

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'ACCIDENT*

#### Appelez les Pompiers



**18 ou 112**

#### et dites :

#### **1. ICI CHANTIER : 56 / MOREAC / Travaux de rénovation énergétique au CEI de Locminé**

Adresse : ZA de Ker Anna 56500 MOREAC

#### **2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A définir par le maitre d'oeuvre et à indiquer sur le PIC.

LE LOT GROS OEUVRE positionne l'affichage au point de rencontre secours.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**



## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_Presence\_Silice
- Annexe\_SCALP

## Annexe Silice Séquence6

### **Les risques dus à l'exposition prolongée aux poussières de silice cristalline sur les chantiers et dans les locaux annexes**

L'ensemble des entreprises doivent impérativement décrire dans leurs PPSPS les mesures de prévention qu'elles mettent en place pour prémunir leurs salariés au mieux de ce risque.

#### Présentation :

Quasiment omniprésente dans les opérations de bâtiments et de travaux publics, la silice cristalline, si elle est inhalée, peut être très dangereuse pour la santé.

Afin d'en limiter le plus possible les risques, il est indispensable de réduire la production de particules fines (poussières) qui peuvent pénétrer au plus profond des poumons. L'inhalation de poussières de silice cristalline peut provoquer des maladies graves et des cancers.

Elle est présente à l'état naturel dans le sable et les carrières. La silice cristalline est également présente sous forme transformée dans de nombreux matériaux comme le béton, le carrelage et le mortier et présente dans certains enrobés bitumineux.

Que ce soit le démolisseur, le maçon ou le canalisateur, de nombreux artisans et salariés du secteur du BTP sont exposés à ce risque souvent ignoré. Des mesures préventives efficaces peuvent pourtant être mises en place : aspiration à la source, humidification/arrosage, port de masque et même de combinaison dans certains cas...

Tous les travaux qui produisent de la poussière de silice cristalline sont à risques, qu'il s'agisse d'activités de démolition, de décapage, de réalisation de béton... Plus la poussière dégagée est fine, plus le risque sanitaire est important.

#### Silices amorphes :

Généralement d'origine synthétique (à l'exception de la terre de diatomée), les silices amorphes 3 sont utilisées dans de très nombreux secteurs d'activité : agroalimentaire, textile, cosmétique... Contrairement aux silices cristallines, la toxicité des silices amorphes demeure faible. Néanmoins, la terre de diatomée peut contenir à l'état naturel entre 0,1 et 4 % de silice cristalline. Certains procédés industriels comme la calcination à haute température transforment la silice d'une

forme amorphe en une forme cristalline et plus précisément en cristobalite. La terre de diatomée calcinée peut ainsi contenir de 20 à 60 % de cristobalite.

## Poussières de silice :

### Principales mesures de prévention

Effectuer les opérations générant une exposition dans des systèmes clos mis en dépression et aussi étanches que possible (par exemple des broyeurs et des bandes transporteuses soigneusement capotés et mis en dépression dans les carrières).

Adopter si possible des méthodes de travail ne générant pas ou que peu de poussières comme le travail à l'humide. Dans le cas d'outils tournants comme les scies circulaires, le travail à l'humide permet de diminuer les émissions de poussières mais pas de les supprimer et les expositions peuvent rester significatives.

Équiper les postes de travail d'un dispositif de captage à la source des poussières (dispositif intégré au procédé ou à l'outillage) lorsque les opérations ne peuvent être effectuées en système clos. ; raccorder les outils aspirants à des système d'aspiration à haute dépression.

Effectuer les travaux exposant aux poussières de silice dans des locaux séparés avec un accès restreint (cabine de ponçage ventilée).

Vérifier régulièrement le fonctionnement des dispositifs de ventilation.

Lorsque les conditions de travail le nécessitent et que les mesures de protection collective ne suffisent pas à éliminer le risque (par exemple sur les chantiers), mettre à la disposition du personnel des EPI adaptés : appareil de protection respiratoire (en fonction de l'exposition attendue et de la durée des travaux, il est conseillé d'utiliser un appareil filtrant à ventilation libre ou assistée, équipé de filtre antiparticules de classe 3 ou un appareil isolant), combinaison à capuche jetable de type 5, lunettes.

Contrôler régulièrement l'empoussièrement de l'atmosphère de travail et à chaque changement important de modes opératoires.

Procéder au nettoyage régulier des lieux de travail (à l'aide d'un aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité ou de linges humides).

Mettre en œuvre les mesures d'hygiène (ranger et laver les vêtements de travail séparément des autres vêtements).

Former et informer le personnel.

Mettre en œuvre le suivi individuel renforcé de l'état de santé des salariés exposés et le suivi post-professionnel.

### Que dit la réglementation :

Comme pour toute activité, les principes généraux de prévention s'appliquent à l'exposition à la silice cristalline.

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérigène (arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérigènes au sens du code du travail). Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail).

Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline

### Article R4412-149 du Code du travail :

La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

0,1 mg/m<sup>3</sup> pour le quartz

0,05 mg/m<sup>3</sup> pour la cristobalite et la tridymite

Articles R4412-154 et R4412-155 du Code du travail : VLEP applicable en cas de présence simultanée de poussières alvéolaires contenant de la silice cristalline et d'autres poussières alvéolaires non silicogènes.

Arrêté du 10 avril 1997 relatif au contrôle de l'exposition des travailleurs exposés aux poussières de silice cristalline : contrôle de l'exposition des travailleurs aux poussières de silice, VLEP, organismes agréés.

Directive 2004/37/CE du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail : cette directive fixe la limite d'exposition professionnelle pour la poussière de silice cristalline alvéolaire à 0,1 mg/m<sup>3</sup>.



## **SCALP : Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre\***

### **Définition :**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles.

METAH et SCALP sont des prestations qui sont liées entre elles.

### **Descriptif des prestations SCALP**

Une bonne gestion logistique permet d'optimiser l'organisation des travaux, de diminuer les coûts, de respecter les délais, d'améliorer les conditions de travail des salariés ainsi que la qualité des ouvrages.

L'amélioration de la logistique est une démarche structurante pour les maîtres d'ouvrage :

Amélioration de l'organisation des travaux

Maîtrise plus précise de la chaîne des approvisionnements.

Meilleure qualité des prestations par diminution des détériorations

Exemple : parement des cages d'escalier ou matériels endommagés lors des transports manuels

**Respect du délai global :** meilleure maîtrise des délais par la réduction des aléas au niveau de chaque entreprise. Le planning d'approvisionnement permet d'identifier le chemin critique avec les points bloquants

Rentabilité de l'investissement « logistique » par respect du planning d'exécution (réduction du temps d'approvisionnement) et par mutualisation des moyens de manutention

### **Amélioration de l'image de marque :**

un chantier organisé et propre est valorisant

Respect des obligations réglementaires (loi sur la coordination SPS, principes généraux de prévention, Responsabilité du maître d'ouvrage...)

L'amélioration de la logistique permet de diminuer les manutentions manuelles, qui sont la principale cause des accidents du travail (AT) et à l'origine de la majorité des maladies professionnelles (MP).

Cette démarche structurante dans l'organisation des travaux est bénéfique sur de nombreux points pour les entreprises :

Gains de productivité, en particulier pour les salariés ayant une qualification

Exemple : dépenses de main d'œuvre pour la manutention = 10% environ du montant des travaux ; une diminution d'1/3 des manutentions = 3% du coût global des travaux (INRS – ED 884)

Diminution des coûts par la mutualisation de moyens de manutention (grue, ascenseur de chantier, monte-matériaux, chariot...) et meilleure maîtrise des conditions de leur mise à disposition

La mutualisation des moyens de manutention évite les risques liés à l'utilisation de multiples moyens de levage propres à chaque entreprise

Exemple : un ascenseur de chantier peut remplacer avantageusement un treuil sur baie utilisé par une entreprise de carrelage

Amélioration de la qualité des prestations par la réduction des pertes et détériorations liées à un stockage anarchique : le coût de la non-qualité sur chantier peut représenter environ 10% du montant des travaux



\* Source : CNAM, guide pour la mise en commun établi en 2015

Valorisation du métier et diminution des risques psycho-sociaux par une motivation supplémentaire des ouvriers qualifiés

Exemple : la mécanisation des manutentions permet d'éviter le coltinage des matériaux par des ouvriers qualifiés

Diminution de la pénibilité du travail

Évacuation des déchets de façon rationnelle, avec du matériel adapté, permettant des circulations mieux dégagées dans les étages et donc une diminution des AT dus aux chutes de plain-pied (2e cause d'AT)

Diminution des coûts dus aux accidents du travail et aux maladies professionnelles :

-- diminution de risques tels que lombalgies, troubles musculosquelettiques (TMS), chutes de hauteur, malaises...

-- baisse des coûts directs liés aux arrêts de travail, à l'absentéisme : 1,7 millions de journées perdues par an dues aux accidents de manutentions manuelles (INRS – ED 884),

-- baisse des taux de cotisations AT (sur le long terme)

-- frein à l'augmentation exponentielle des MP

Amélioration de l'image de marque (circulation balisée, organisation visible, stockages organisés...)

Respect des principes généraux de prévention, de la recommandation CNAMTS : R.477 sur les manutentions

Fidélisation des sous-traitants

Exemple : partenariat sous-traitants, amélioration des conditions de travail

## Principales étapes pour définir les prestations SCALP et METAH

